



Perspectives de l'économie française à l'horizon 2007

Gaël Dupont, Mathieu Plane, Eric Heyer

► **To cite this version:**

Gaël Dupont, Mathieu Plane, Eric Heyer. Perspectives de l'économie française à l'horizon 2007. 2002. <hal-01072190>

HAL Id: hal-01072190

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01072190>

Submitted on 7 Oct 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE À L'HORIZON 2007

I. CONCEPTION GÉNÉRALE DE L'EXERCICE

Cette projection de l'économie française à l'horizon de cinq ans - 2007 en est le terme – a été réalisée par l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) à l'aide de son modèle de simulation de l'économie française, *e-mod.fr*. Elle est de nature essentiellement macro-économique.

Les experts se sont toutefois attachés à en tirer le maximum d'indications sur l'évolution des finances publiques.

Si les résultats affichés pour les deux premières années (2002 et 2003) peuvent être considérés comme une prévision, les quatre années suivantes ne décrivent pas le scénario le plus probable, mais plutôt une extrapolation des tendances à l'œuvre jusqu'en 2001. Il s'agit d'illustrer, par une projection à cinq ans, les questions et les choix devant lesquels se trouvent aujourd'hui les responsables de la politique économique.

Dans le but de mettre à disposition des Sénateurs une telle « illustration » les évolutions macroéconomiques ont délibérément un caractère tendanciel.

Ce choix influence notamment deux catégories d'hypothèses :

- Le scénario d'environnement international à moyen terme, qui sert de cadre à la projection de l'économie française, a été élaboré à partir des estimations de croissance potentielle réalisée par l'OCDE ou par le FMI pour les zones hors OCDE pour les années 2004 à 2007. Le scénario d'environnement international prolonge donc les évolutions constatées sur le passé par une hypothèse médiane.
- Les prix des partenaires étrangers de la France évolueraient de manière telle que la compétitivité prix de l'économie française serait stable à partir de 2003. Une hypothèse de cette nature a évidemment un caractère conventionnel, mais il est hasardeux d'en bâtir une autre dans le cadre d'un exercice de moyen terme.

Au regard des choix opérés, il est logique que les évolutions macroéconomiques décrites par la projection prolongent les tendances lourdes à l'œuvre dans l'économie française.

A. UN SCÉNARIO DE CROISSANCE POTENTIELLE

Après trois années de forte croissance (3,6% en moyenne de 1998 à 2000), la France a connu un premier ralentissement en 2001 (1,8%) qui se prolongerait en 2002 (0,9%). Pour 2003, nous faisons l'hypothèse que l'économie française progressera de manière modérée, à des rythmes très proches de ceux anticipés dans la zone euro. La croissance pour l'année 2003 s'établirait à 1,8 % en moyenne annuelle. Elle resterait inférieure à la croissance potentielle, même en fin d'année. L'année 2003 verrait ainsi le retour à une croissance molle, conséquence directe de la purge sur les capacités de production, des incertitudes sur la politique monétaire, des contraintes sur la politique budgétaire et d'un environnement extérieur morose.

A moyen terme, le scénario bâti est un scénario dans lequel la croissance de l'économie française s'établirait au niveau de son potentiel de long terme. Cette croissance potentielle est, en moyenne sur la période 2003-2007, de l'ordre de 2,2 % par an et ralentirait à l'horizon 2007 à 2,1 % en conséquence d'une moindre croissance de la population active.

Concernant les finances publiques, le calage de la politique budgétaire a donc été inspirée par la programmation pluriannuelle des finances publiques présentée en janvier 2002 à la Commission européenne. Ce programme n'intègre pas l'impact du ralentissement constaté depuis le début de l'année 2001 sur les déficits des administrations publiques et les réactions de politique économique qui pourraient en découler.

Cela se traduit par une hypothèse de stabilité de l'évolution des dépenses publiques par rapport à leur rythme de croissance de longue période. Celles-ci croîtraient de 1,4 % en moyenne sur la période 2003-2007, contre 1,8 % par an de 1995 à 2000.

Alors que les dépenses restent maîtrisées, les recettes fiscales induites par la croissance permettent certes de réduire le déficit mais pas suffisamment au regard des engagements européens.

B. UN SCÉNARIO ALTERNATIF DE CROISSANCE PLUS RAPIDE

L'économie française étant marquée par un taux de chômage élevé, symptôme de ressources productives inutilisées, nous avons envisagé un scénario de baisse franche du chômage. Afin d'enregistrer un recul du chômage, la croissance française doit être supérieure à son potentiel de long terme qui se situe, comme nous l'avons signalé précédemment, aux alentours de 2,2 % par an. Dans ce scénario, nous supposons que, à partir de 2004, les conditions seront réunies pour permettre à l'économie française de croître à un rythme de 3 % en moyenne annuelle. Ce niveau de croissance de l'économie française est inférieur à celui observé au cours de la période 1997-2000 où la France a eu une croissance supérieure à son potentiel (3,6 % en moyenne annuelle). Certes, depuis le début de l'année 2001, les économies mondiales connaissent un ralentissement net auquel la France n'échappe pas. Le retour vers une trajectoire de croissance plus élevée devrait demander quelques trimestres et le ralentissement se prolongerait jusqu'à la fin de l'année 2003. En moyenne annuelle, la croissance des années 2001, 2002 et 2003 serait de 1,3 %.

Comme l'OFCE l'a déjà exploré dans des travaux antérieurs, une croissance supérieure à la croissance potentielle suppose deux types de conditions :

- D'une part, une demande et une offre soutenues sont nécessaires tant du côté des ménages (au travers de leur revenu disponible brut) que des entreprises (au travers de leur investissement qui est une partie de la demande et qui permet d'augmenter les capacités de production afin de pouvoir satisfaire la demande).
- D'autre part, une évolution structurelle dans la formation de prix et des salaires est nécessaire. Le taux de chômage n'accéléral pas l'inflation doit se réduire afin de permettre une baisse du chômage observé sans que des tensions inflationnistes ne se déclenchent et compromettent le processus de croissance.

Les hypothèses de productivité étant identiques dans les deux scénarios, les différences de performances sur le marché du travail s'expliquent exclusivement par le différentiel de croissance.

Dans ce scénario, l'économie française rattrape ainsi son retard, avec une croissance supérieure à son taux de croissance potentielle. L'accéléralion de l'activité allège la contrainte sur les finances publiques. Alors que les dépenses restent maîtrisées, la croissance apporte des recettes fiscales qui viennent réduire le déficit.

Evolution de la capacité de financement dans le scénario à...

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	03-07
... la croissance	-1,5	-2,9	-2,9	-2,5	-2,2	-2,0	-1,8	-4,4	-3,0	-2,2
... à 3 %	-1,5	-2,9	-2,9	-2,2	-1,4	-0,8	-0,2	-4,4	-3,0	-2,1

Sources : INSEE, calculs OFCE

II. PRINCIPALES HYPOTHÈSES DE LA PROJECTION

Par convention, la projection prolonge à l'horizon du moyen terme les prévisions à court terme (2002-2003) de taux d'intérêt et de taux de change que l'OFCE vient de présenter¹.

A. LE POLICY MIX DANS LES DIFFÉRENTES ZONES

1. Zone euro

En Europe, la politique monétaire n'est guère accommodante et la politique budgétaire devient progressivement restrictive. Presque tous les pays de la zone euro se lancent en effet dans des politiques d'assainissement budgétaire en 2003, particulièrement importantes en Allemagne, au Portugal et aux Pays-Bas. Ces mesures permettraient certes de réduire le déficit de la zone euro de 2 à 1,8 % du PIB, mais ce choix de politique économique, similaire à celui de la première moitié des années 1990, devrait au mieux engendrer une croissance molle, l'impulsion budgétaire correspondante étant négative. Lors de la dernière réunion du Conseil des gouverneurs, la BCE a laissé inchangé son taux minimal de refinancement à 3,25 %. Pourtant, la faiblesse persistante de l'investissement et le tassement de la consommation combinés au ralentissement de l'inflation et à la hausse (timide) de l'euro rendent cette position attentiste plutôt restrictive. Ce taux resterait à ce niveau jusque fin 2003.

2. Etats-Unis

Lors de son comité de politique monétaire du 24 septembre, la Réserve fédérale a maintenu inchangé le taux des federal funds à 1,75 %. Jusqu'à présent, le policy mix a exercé un effet contra-cyclique important, la politique monétaire et la politique budgétaire étant expansionnistes.

¹ Cf. Lettre de l'OFCE, n°225, 21 octobre 2002.

L'impulsion de la politique budgétaire s'est faite selon un calendrier quasi-parfait par rapport au ralentissement de l'activité et l'entrée en récession en mars 2001. L'ensemble des mesures ont abouti à une impulsion de 0,6 point de PIB en 2001 puis de 2,3 points en 2002. Du côté de la politique monétaire, deux scénarii sont possibles compte tenu des doutes actuels sur son efficacité. Le premier suppose que les stimuli monétaires surtout et dans une moindre mesure la relance budgétaire ne parviennent plus à soutenir la consommation des ménages, ni à relancer l'investissement. L'économie américaine serait alors soumise à la déflation. Ce scénario n'a cependant pas été retenu car les données disponibles aujourd'hui suggèrent que ce risque de déflation peut être écarté. Le second scénario suppose au contraire que les stimuli monétaires déjà en place (depuis maintenant un an et demi) sont suffisants pour faire repartir l'économie. La politique monétaire resterait expansionniste à l'horizon 2003 parce que le niveau d'endettement des ménages, la situation financière des entreprises et les incertitudes sur la solidité de la reprise l'y incitent. La Réserve fédérale maintiendrait le niveau actuel du taux des federal funds au moins jusqu'au printemps 2003 pour amorcer ensuite une remontée de 25 points de base par trimestre.

3. Royaume -Uni

Après une politique volontaire tout au long de 2001, la Banque d'Angleterre n'est pas intervenue sur la première moitié de 2002. Le niveau du taux directeur (4 %) autorise une marge de manœuvre pour une éventuelle baisse, mais le Comité de Politique monétaire semble laisser à la politique budgétaire le soin de soutenir la croissance. Le taux repo resterait inchangé jusqu'au printemps 2003 attendant la confirmation de la reprise et remonterait ensuite de 50 points de base d'ici la fin 2003.

4. Japon

La capacité des autorités monétaires et budgétaires japonaises à stimuler l'économie est toujours limitée par la déflation dans laquelle est piégée l'économie depuis bientôt quatre ans. Le déficit public important et la dette galopante limitent également les marges de manœuvres budgétaires. Le déficit public s'établirait à presque 8 % du PIB en 2003. La Banque du Japon n'augmenterait pas son taux directeur à l'horizon de la prévision.

B. TAUX DE CHANGE

Les marchés des changes ont été marqués par la vigueur de l'euro. Celui-ci s'est apprécié pour atteindre la parité dans le courant du mois de juin

2002. Après s'être légèrement déprécié durant la seconde quinzaine de juillet, l'euro s'est stabilisé en août dans une fourchette comprise entre 0,97 et 0,99 dollar. Début septembre, le dollar s'est déprécié vis-à-vis des principales monnaies en raison des perspectives économiques. Cependant, cette tendance ne s'est pas confirmée et l'euro s'est maintenu dans la même fourchette qu'en août. En moyenne sur le mois de septembre, l'euro s'est quand même échangé près de 9% au-dessus de sa moyenne de 2001.

La baisse du dollar vis-à-vis de l'euro s'explique par l'affaiblissement des investissements directs et des achats d'actions américaines par les non-résidents. Dès que les interventions des banques centrales, notamment en Asie, ne suffisent plus, les Etats-Unis ont recours à l'endettement à court terme pour financer leur déficit courant et le dollar se déprécie. Alors que les pays de la zone euro, ainsi que le Japon, ont largement contribué à financer le déficit de la balance courante des Etats-Unis par le passé, l'évolution de la balance courante et des flux de capitaux en 2001 et sur la première moitié de 2002 montrent un retournement de tendance dans la zone euro. La balance courante est redevenue excédentaire et, de négatifs, les flux nets d'investissements de portefeuille sont devenus positifs. Ce mouvement est amplifié par le peu de sorties nettes au titre d'opérations de fusions-acquisitions des entreprises européennes. Par ailleurs, même si la zone euro est toujours contrainte par un manque de réformes structurelles et par un policy mix peu harmonieux, les Etats-Unis peuvent être durablement moins attractifs en raison de la persistance du déficit courant.

Cette dépréciation du dollar permet d'importer de l'inflation aux Etats-Unis, ce qui limite le risque de déflation. Cette baisse procure aussi un gain de compétitivité aux industries traditionnelles (acier, automobile) ainsi que des gains substantiels aux pays émergents ancrés au dollar. Mais au niveau actuel, la dépréciation du dollar n'a que peu d'incidence sur le déficit courant. Sa dégradation, parallèlement à la hausse du déficit public, pose certes le problème de sa soutenabilité.

Cependant, il convient de relativiser la dépréciation du dollar vis-à-vis de l'euro, même si l'évolution des sources de financement du déficit de la balance courante montre de prime abord que la menace sur le dollar se fait plus pressante. En effet, la satisfaction tirée de l'appréciation rapide de l'euro durant les premières semaines de l'été 2002 a vite laissé place à la désillusion. La parité, atteinte brièvement, n'a pas résisté aux perspectives dégradées de la croissance européenne. Paradoxalement (les perspectives de croissance aux Etats-Unis n'étant guère meilleures), le dollar a mieux tiré son épingle du jeu. Il continue d'être soutenu par les achats de titres américains et par le fait que sa dépréciation n'arrange pas la plupart des pays asiatiques. Le dollar continue ainsi de s'accumuler dans les réserves officielles de ces pays. Un autre argument est de remarquer que le dollar reste la monnaie de référence internationale. La zone euro est loin de se substituer au rôle de leadership des Etats-Unis et les niveaux actuels, proches de la parité, ne font pas encore de

l'euro une monnaie forte. Une forte dépréciation du dollar pour réduire le déficit courant (bien que la solution la plus simple à une réduction de ce déficit) induirait de l'instabilité financière sur les marchés internationaux. Le déficit courant américain est alors dans cette logique un rouage indispensable au fonctionnement du système financier international. Les Etats-Unis jouent le rôle d'intermédiaire entre les excès d'épargne et les besoins de financement des pays émergents¹. De plus, l'importance des obligations publiques dans le financement de long terme du déficit de la balance courante minimise les risques de retournement des investisseurs. Finalement, le débat sur l'attractivité des capitaux pour les Etats-Unis a d'autres composantes telles que la transparence des comptes des entreprises, la rentabilité intrinsèque du capital, la croissance de long terme et la taxation des revenus du capital. L'euro pourrait ainsi poursuivre son mouvement d'appréciation jusqu'à 1,05 euro pour 1 dollar fin 2003.

L'euro s'est légèrement apprécié par rapport à la livre sterling au deuxième trimestre 2002. Au mois de juillet, l'euro a d'abord enregistré un mouvement de repli suivi d'une dépréciation de la livre sterling durant la première quinzaine du mois d'août suite à la publication du ralentissement de la production industrielle et manufacturière au Royaume-Uni. Depuis, la livre sterling est restée relativement stable vis-à-vis de l'euro. Depuis le début de l'année, l'euro s'est ainsi négocié 1 % au-dessus de sa moyenne de 2001. A l'horizon 2003, la parité livre sterling/euro ne devrait pas s'éloigner de son niveau actuel.

Le yen s'est apprécié progressivement vis-à-vis du dollar pour passer d'un niveau proche de 135 yens pour un dollar au début de l'année à un niveau de 120 dollars au début du mois de septembre. Cette appréciation n'est pas bienvenue pour le Japon, dont le récent rebond était essentiellement porté par le dynamisme du commerce extérieur. Le Yen resterait à ce niveau jusque fin 2003.

¹ *Un doute survient quant à la viabilité de ce rôle en période d'aversion au risque, comme c'est le cas aujourd'hui. L'impression est que les Etats-Unis, loin de recycler les excès d'épargne, les détournent à leur profit. Les flux de capitaux vers les pays émergents abondent en période de croissance mais manquent cruellement en période de crise.*

1 : Hypothèses de taux de change et de taux d'intérêt et matières premières

	2001	2002	2003-2007
(1) Taux d'intérêt courts ¹			
- Etats-Unis	3,7	1,9	2,2
- Japon	0,1	0,1	0,1
- Zone Euro	4,3	3,4	3,4
- Royaume-Uni	5,0	4,0	4,2
(2) Taux d'intérêt longs ¹			
- Etats-Unis	5,0	4,6	4,6
- Japon	1,3	1,3	1,5
- Zone Euro	5,0	4,9	4,9
- Royaume-Uni	4,9	4,9	5,0
(3) Taux de change ¹			
- 1 \$=...Yen	121	125	120
- 1 Livre= ...euro	1,61	1,59	1,58
- 1 euro = ...\$	0,90	0,94	1,03
Prix du pétrole, Brent en \$ ¹	24,4	25,2	28,0
Cours des matières premières industrielles ²	-9,0	-2,8	6,0

¹ Moyenne sur la période

² **Variation** par rapport à la période précédente, en %.

Sources : **Taux de change et pétrole** : relevé des cotations quotidiennes. **Taux courts à 3 mois** : papier commercial aux Etats-Unis, certificats de dépôts au Japon, EURIBOR pour la zone euro, interbancaire au Royaume-Uni. **Taux longs** : T-Bond aux Etats-Unis, Benchmark à 10 ans au Japon, cours moyen des obligations d'Etat à 10 ans au Royaume-Uni. **Matières premières industrielles** : indice HWWA (Hambourg), Prévisions OFCE

III. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS MACROÉCONOMIQUES

A. LA CROISSANCE

L'évolution du PIB et de ses principales composantes est décrite dans le tableau ci-dessous :

2 - Evolution du PIB et de ses principales composantes 2001-2007

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	03-07
PIB en volume	1,8	0,9	1,8	2,3	2,2	2,2	2,1	1,0	2,8	2,2
Importations	0,8	0,2	5,3	4,9	5,2	5,2	5,2	3,2	8,2	5,1
Consommation des ménages	2,7	1,7	1,6	2,6	2,4	2,4	2,5	0,6	2,3	2,5
FBCF des SNF-EI	3,3	-0,7	0,4	3,1	3,5	3,3	3,0	-1,1	5,2	3,2
FBCF des ménages hors EI	-0,8	0,4	1,5	1,1	1,2	1,5	1,2	-2,0	3,2	1,3
Exportations	1,5	0,6	5,3	4,6	4,9	4,9	4,9	5,2	8,2	4,8
Variations de stocks (contr)	-1,0	-0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0

Sources : INSEE, calculs OFCE

Les années 2002 et 2003 correspondent à la dernière prévision de court terme présentée par l'OFCE.

Après avoir atteint le point bas au quatrième trimestre 2001 (-0,5%), la croissance est repartie au 1er semestre 2002 sur des rythmes annualisés de 2%. Cependant, les indicateurs, en particulier dans l'industrie, augurent un affaiblissement de la croissance aux troisième et quatrième trimestres 2002 (0,2% et 0,4% respectivement). La croissance française serait de 0,9%, en moyenne annuelle, en 2002. La consommation des ménages, qui a permis à la France d'avoir une croissance supérieure à la moyenne européenne, ralentirait. Les entreprises, dont la rentabilité s'est profondément dégradée depuis un an et demi, distribueraient moins de salaires et licencieraient afin de rétablir leur productivité et leur situation financière. Les créations nettes d'emploi du deuxième semestre 2002 jusqu'à la fin 2003 seraient légèrement négatives et le taux de chômage s'établirait à 9,2% de la population active fin 2002 et 9,4% à l'horizon de la prévision. Pour 2002, seule la baisse de l'impôt sur le revenu viendra soutenir la croissance du revenu des ménages.

En 2003, la croissance de l'économie française resterait inférieure à son potentiel en raison de l'ajustement du comportement des entreprises à la croissance (pas d'investissement, niveau bas des stocks, reconstitution des taux de marges), de la faiblesse de la demande des ménages (hausse du chômage, ralentissement des salaires, niveau élevé de l'épargne) et d'un contexte international morose. Cependant, le ralentissement de l'inflation pour le deuxième semestre 2002 et l'année 2003 viendrait en soutien de la

consommation des ménages. La modération salariale, la stabilisation du prix des actifs, l'appréciation de l'euro et le ralentissement de la demande abonderaient dans ce sens. Le déflateur de la consommation des ménages s'établirait, en moyenne annuelle à 1,5% en 2002 et à 1,4% en 2003.

A moyen terme (2003-2007), la croissance se stabilise à son niveau potentiel, un rythme identique à la croissance observée depuis 1978 (2,2% en moyenne par an).

Le tableau ci-dessous décrit l'évolution des contributions à la croissance du PIB en projection.

3- Contributions à la croissance du PIB

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	03-07
Consommation des ménages	1,5	0,9	0,9	1,4	1,3	1,3	1,4	0,4	1,3	1,4
FBCF des ménages hors EI	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,1	0,2	0,1
FBCF des SNF-EI	0,4	-0,1	0,1	0,4	0,4	0,4	0,4	-0,1	0,6	0,4
Dépenses des administrations	0,8	0,7	0,6	0,4	0,4	0,5	0,4	0,6	0,5	0,4
Variations de stocks (contr)	-1,0	-0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Demande intérieure	1,6	0,8	1,6	2,2	2,2	2,3	2,1	0,6	2,8	2,3
Solde extérieur	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	0,0

Sources : INSEE, calculs OFCE

B. LES MÉNAGES

1. Le scénario de croissance potentielle

Le tableau ci-dessous résume les caractéristiques du compte des ménages dans la projection.

4- Principales caractéristiques de l'évolution du compte des ménages

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	03-07
Evolution du pouvoir d'achat (en %)	3,5	2,6	1,3	2,3	2,2	2,6	2,5	1,3	2,1	2,4
Masse salariale	3,9	2,2	1,0	2,0	1,9	2,1	2,1	0,5	2,8	2,0
Prestations sociales	2,7	2,4	1,4	2,0	1,9	2,1	2,1	1,6	-3,1	2,0
Revenu disponible brut	3,5	2,6	1,3	2,3	2,2	2,6	2,5	1,3	2,1	2,4
Consommation des ménages (en %)	2,7	1,7	1,6	2,6	2,4	2,4	2,5	0,6	2,3	2,5
Taux d'épargne des ménages	16,1	16,9	16,6	16,4	16,3	16,4	16,4	14,7	15,6	16,4

Sources : INSEE, calculs OFCE

Depuis 2000, le dynamisme exceptionnel du pouvoir d'achat de leur revenu disponible a permis aux ménages français à la fois de maintenir un rythme de consommation sensiblement supérieur à celui de leurs homologues européens et d'augmenter leur taux d'épargne. Depuis la fin 2001, les incertitudes pesant sur les orientations de politique économique (compte tenu notamment du Pacte de stabilité), la chute des marchés financiers (via un éventuel effet richesse, mais surtout en contribuant à la dégradation du climat de confiance général) ont pu inciter les ménages à la prudence dans leur comportement de dépense. Le taux d'épargne baisserait légèrement, de 17,1 % au quatrième trimestre 2001 à 16,5 % à la fin 2003. La baisse enregistrée au premier trimestre 2002 à 16,5 % est en effet due à une accélération ponctuelle des prix et des impôts. Le taux d'épargne resterait à des niveaux élevés. L'investissement en logement cesserait de diminuer, du fait du dynamisme passager des crédits à l'habitat, mais resterait atone : le taux d'investissement en logement des ménages se stabiliserait.

A moyen terme, le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages croîtrait plus rapidement (+2,4 %) que pendant la dernière décennie (+1,4 %). Cette période de désinflation a été marquée par une croissance faible du pouvoir d'achat des salaires horaires, de forts gains de productivité horaire, et un alourdissement des prélèvements obligatoires sensible de 1995 à 1999. Dans la projection, le revenu disponible croîtrait légèrement plus rapidement que le PIB, si bien que sa part reviendrait à son niveau du début des années 1990. La consommation est soutenue par le pouvoir d'achat du revenu. A l'instar du taux de chômage, le taux d'épargne se stabilise à un niveau très élevé (16,4 %) par rapport à celui observée au cours de la dernière décennie (15,1 %) ou durant les années 80 (14,2 %).

2. Le scénario de croissance à 3%

Dans le scénario alternatif à 3% de croissance, le taux d'épargne retrouverait son niveau de la fin des années 90 (15,7 %) niveau toujours élevé au regard de la précédente décennie. Cette modification du comportement des ménages - revenu des ménages plus dynamique et taux d'épargne en baisse - conduit à une augmentation du rythme de croissance de l'économie de 0,2 point par an de 2004 à 2007 par rapport au scénario central. Le taux de chômage serait inférieur de 0,3 point en 2007, ce qui augmente les tensions sur les prix : l'inflation serait supérieure de 0,1 point par an. La plus forte croissance améliorerait le déficit public de 0,4 point de PIB en 2007.

Ce scénario est équivalent à un autre, où les versements de dividendes des entreprises vers les ménages seraient plus faibles, engendrant des plus-values supérieures sur les placements des ménages qui diminueraient encore leur taux d'épargne du fait d'un effet richesse.

4bis - Principales caractéristiques de l'évolution du compte des ménages

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	03-07
Evolution du pouvoir d'achat (en %)	3,5	2,6	1,3	2,8	2,6	3,0	3,0	1,3	2,1	2,8
Masse salariale	3,9	2,2	1,0	2,7	2,5	2,8	3,0	0,5	2,8	2,8
Prestations sociales	2,7	2,4	1,4	2,7	2,5	2,8	3,0	1,6	-3,1	2,8
Revenu disponible brut	3,5	2,6	1,3	2,8	2,6	3,0	3,0	1,3	2,1	2,8
Consommation des ménages (en %)	2,7	1,7	1,6	3,5	3,3	3,1	3,4	0,6	2,3	3,3
Taux d'épargne des ménages	16,1	16,9	16,6	16,0	15,4	15,4	15,0	14,7	15,6	15,7

Sources : INSEE, calculs OFCE

C. LES ENTREPRISES

1. Le scénario de croissance potentielle

Les principales caractéristiques du compte des entreprises et l'évolution de l'investissement sont décrites dans le tableau ci-dessous :

5 - Principales caractéristiques du compte des entreprises

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux de marge	39,0	38,2	38,9	39,1	39,3	39,3	39,2	39,2	40,5	40,2	39,2
Taux d'investissement	18,4	18,0	17,6	17,6	17,8	18,1	18,2	18,2	17,8	17,0	17,9
Taux d'autofinancement (hors stocks)	69,4	67,7	75,0	76,9	71,4	65,5	57,9	57,9	91,2	93,0	68,9
Investissement	3,3	-0,7	0,4	3,1	3,5	3,3	3,0	3,0	-1,1	5,2	3,2

Sources : INSEE, calculs OFCE

Depuis l'année 2001, malgré le ralentissement de l'activité, le taux de chômage se stabilise aux alentours de 9 % de la population active.

Ce maintien de l'emploi a eu pour conséquence une forte dégradation du taux de marge des entreprises. Les raisons d'une telle dégradation sont connues et s'explique par le fait que les entrepreneurs, en période de ralentissement, n'ajustent pas immédiatement leurs effectifs aux besoins de la production mais préfèrent, dans un premier temps, diminuer le degré d'utilisation du travail. Ce cycle de productivité, traditionnel en période de ralentissement, a été amplifié par :

- D'une part, les 35 heures et la modulation du temps de travail. L'annualisation des heures de travail, en particulier dans l'industrie, permet de gagner en flexibilité horaire. En période de creux conjoncturel, les entreprises vont diminuer le nombre d'heures hebdomadaires de travail en attendant la reprise de l'activité. C'est seulement si le ralentissement s'avère durable que les entreprises vont avoir recours aux licenciements.
- D'autre part, la loi de modernisation sociale peut être également un facteur explicatif au maintien de l'emploi et à la faiblesse de la productivité.

Aujourd'hui, pour rétablir la productivité et par là-même leur marge, le licenciement est la seule variable d'ajustement qui reste aux entreprises.

Avec la hausse du taux de chômage, les coûts salariaux progresseront moins rapidement que les prix de production, rétablissant alors le taux de marge des entreprises à l'horizon 2003. Nous faisons ensuite l'hypothèse d'un maintien de ce taux de marge à moyen terme.

2. Le scénario de croissance à 3%

Dans le scénario alternatif d'endettement des entreprises, la baisse du chômage engendre une progression des coûts salariaux plus rapide que les

prix de production. Aussi le taux de marge des entreprises se dégrade encore à moyen terme. Cela a pour conséquence une diminution de l'épargne et donc de l'autofinancement des entreprises.

5bis - Principales caractéristiques du compte des entreprises

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	03-07
Taux de marge	39,0	38,2	38,9	39,0	39,2	39,0	38,8	40,5	40,2	39,0
Taux d'investissement	18,4	18,0	17,6	17,7	18,0	18,3	18,4	17,8	17,0	18,0
Taux d'autofinancement (hors stocks)	69,4	67,7	75,0	76,0	70,1	63,0	55,2	91,2	93,0	67,1
Investissement	3,3	-0,7	0,4	4,4	5,1	4,8	4,3	-1,1	5,2	4,7

Sources : INSEE, calculs OFCE

Dans cette situation, le taux d'investissement des entreprises augmenterait légèrement par rapport au compte précédent. Cette hausse de l'investissement expliquerait près d'un quart de l'écart de croissance entre les deux scénarios. L'impact est inflationniste du fait d'un chômage moins fort.

D. LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS

En prévision, l'évolution des échanges extérieurs en volume dépend de la compétitivité-prix et de l'écart de croissance entre la France et les autres pays.

Malgré une légère reprise dans la deuxième moitié de l'année 2002 (1 % en rythme trimestriel), le rythme de croissance de la demande étrangère adressée à la France se situera à un niveau proche de celui observé en 2001 (0,3 %). En 2003, elle reviendra sur le rythme observé en moyenne au cours des années 1990-95 (5,2 %).

Nous faisons par ailleurs l'hypothèse que l'euro continuera à s'apprécier en 2002 (1 dollar en fin d'année contre 0,89 fin 2001) et atteindra 1,05 dollar fin 2003. Malgré cette appréciation de la monnaie unique qui dégradera légèrement sa compétitivité-prix, les parts de marché de la France resteraient stables, reflétant le différentiel de croissance avec les Etats-Unis notamment.

Dans ces conditions, la croissance des exportations serait de 5,3 % en volume pour l'ensemble des biens et services en 2003 après un repli de 0,6 % en 2002. Les importations augmenteraient de 5,4 % en 2003 après 0,3 % en

2002. La contribution du commerce extérieur à la croissance française resterait très légèrement positive en 2002 et 2003 (moins de 0,1 point).

Pour l'ensemble des biens et services, le solde de la balance commerciale devrait enregistrer un excédent de 28,8 milliards d'euros en 2002 et 30,3 milliards en 2003, contre 27,5 milliards en 2001, 24,6 milliards en 2000.

A moyen terme, nous retenons comme hypothèses une stabilisation de la compétitivité et des parts de marché ainsi que d'un retour des économies partenaires vers leur sentier de croissance potentielle. La contribution du solde extérieur à la croissance est nulle. Compte tenu de ces hypothèses habituelles dans une projection à moyen terme, il est difficile de tirer des enseignements significatifs des échanges extérieurs.

6- Principales caractéristiques de l'évolution des échanges extérieurs

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	03-07
Demande étrangère	0,5	0,3	5,2	4,6	4,9	4,9	4,9	5,3	8,0	4,8
Importations en volume	0,8	0,2	5,3	4,9	5,2	5,2	5,2	3,2	8,2	5,1
Exportations en volume	1,5	0,6	5,3	4,6	4,9	4,9	4,9	5,2	8,2	4,8
Contribution des échanges extérieurs	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	0,0
Taux de couverture en valeur	106,5	108,3	108,8	109,0	109,0	108,6	107,9	103,0	108,8	108,6
Solde des biens et services*	27,5	28,8	30,3	30,4	30,7	30,5	30,6	8,3	25,9	30,5
Capacité de financement de la Nation **	-1,3	-1,4	-1,7	-1,8	-1,9	-1,9	-1,8	0,4	-1,7	-1,8

*en milliards d'euros

**en % du PIB

Sources : INSEE, calculs OFCE

E. L'EMPLOI ET LE CHÔMAGE

1. Le scénario de croissance potentielle

La richesse de la croissance française en emplois a permis de lutter efficacement contre le chômage (-3,6 points de mi-1997 à avril 2001) mais aussi de soutenir la demande intérieure en période de ralentissement. Les politiques publiques de soutien à l'emploi (réduction du temps de travail, emplois jeunes, CES...) ont contribué activement au dynamisme du marché du travail. Le taux de croissance de l'emploi français, qui était, au deuxième

trimestre 2001, supérieur d'un point à la moyenne de l'Union Européenne (UE), converge progressivement vers la moyenne (au deuxième trimestre 2002, l'écart de croissance de l'emploi n'est plus que 0,5 point). En 2003, la France devrait être rattrapée par le peloton et retrouver les mêmes évolutions de croissance et d'emploi que la moyenne de l'UE. La hausse du chômage devrait se poursuivre et atteindre 9,4 % en la fin 2003.

A moyen terme, nous avons fait l'hypothèse d'une croissance de la productivité par tête tendancielle de 1,9 %, qui prolonge les évolutions récentes.

L'économie française croissant à son rythme potentiel à partir de 2004, le taux de chômage se stabiliserait à son niveau de 2003, soit 9,3 %. La progression de l'emploi qui découle de cette hypothèse de productivité et de la croissance économique est identique à celle de la population active, soit 0,3 % par an à moyen terme, correspondant à 70 000 créations nettes d'emplois par an.

L'OFCE retient par ailleurs l'hypothèse d'un ralentissement de la population active, qui croîtrait de 120 000 en 2003 à 42 000 en 2007. Cette évolution est en ligne avec les projections de l'INSEE.

7- Emploi et chômage

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	00-07
Emploi total	498	160	-19	94	68	85	38	-56	296	71
Population active totale	315	259	50	94	84	81	42	82	220	75
Nombre de chômeurs	-183	99	69	0	16	-4	4	138	-76	4
Taux de chômage (au sens du BIT)	8,8	9,1	9,3	9,3	9,3	9,3	9,3	10,6	11,3	9,3

Sources : INSEE, calculs OFCE

2. Le scénario de croissance à 3%

Dans le scénario alternatif, la population active est légèrement inférieure à celle de la population en âge de travailler et s'en rapproche au fur et à mesure que le taux de chômage diminue et donc se rapproche de son niveau de plein emploi. En effet, en période de ralentissement de l'activité et d'augmentation du chômage, des actifs potentiels peuvent renoncer à se présenter sur le marché du travail ("travailleurs découragés", allongement de la durée des études); inversement, en période d'amélioration conjoncturelle, des personnes jusque-là découragées se présentent sur le marché du travail,

entraînant ainsi un évolution de la population active observée supérieure à celle de la population en âge de travailler.

Les hypothèses de productivité étant identiques dans les deux scénarios, les différences de performances sur le marché du travail s'expliquent exclusivement par le différentiel de croissance.

L'évolution de l'emploi est plus rapide que celle de la population active, si bien que le nombre de chômeurs diminue dans la projection d'environ 200 000 par an. Le taux de chômage diminuerait ainsi régulièrement, de 9,3 % en 2003 à 6,8 % en 2007.

7bis - Emploi et chômage										
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	03-07
Emploi total	498	160	-19	272	244	262	250	-56	296	257
Population active totale	315	259	50	112	101	99	63	82	220	94
Nombre de chômeurs	-183	99	69	-160	-142	-163	-188	138	-76	-163
Taux de chômage (au sens du BIT)	8,8	9,1	9,3	8,7	8,1	7,5	6,8	10,6	11,3	8,1

Sources : INSEE, calculs OFCE

F. LES PRIX

1. Le scénario de croissance potentielle

La réduction de la croissance des coûts salariaux et l'effet de la légère appréciation de l'euro face au dollar induiraient le ralentissement de l'inflation sous-jacente, en pesant à la fois sur les prix des produits manufacturés et ceux des services. La stabilisation des cours internationaux du pétrole, même au niveau élevé qu'ils ont atteint, ne mettrait pas en cause cette évolution. Les prix à la consommation ralentiraient progressivement au cours de 2003, pour atteindre une croissance trimestrielle annualisée de 1,6 % à moyen terme.

8- Prix et productivité

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	03-07
Prix à la consommation	1,4	1,5	1,6	1,5	1,6	1,6	1,7	2,5	1,1	1,6
Salaire horaire	4,6	3,4	2,7	3,4	3,6	3,5	3,7	3,1	2,9	3,6
Salaire horaire réel	3,2	1,8	1,1	1,9	1,9	1,9	1,9	0,6	1,8	1,9
Productivité pat tête, total	-0,2	0,2	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,4	1,7	1,9
Coûts salariaux par unité produite	3,6	2,9	0,5	0,9	1,1	1,3	1,7	1,1	0,5	1,3

Sources : INSEE, calculs OFCE

2. Le scénario de croissance à 3%

Dans le scénario alternatif, les prix accélèreraient avec la baisse du chômage. L'inflation resterait au-dessous de la cible de la BCE, à 2,0 % à l'horizon de 2007.

Nous avons fait ici l'hypothèse d'un taux de chômage s'établissant à 6,8 % en 2007 avec un maintien de l'inflation en dessous de 2 % par an. Ce résultat, dans notre analyse modélisée, suppose une baisse du taux de chômage d'équilibre. Ce concept, issu de la théorie du « chômage naturel » de Milton Friedman (1968), a connu des appellations diverses : NAIRU, NAWRU, chômage de long terme ou chômage structurel. Elle repose sur l'idée selon laquelle au-dessous de ce niveau « naturel », toute baisse du chômage observé a, dans un premier temps, pour contrepartie une accélération de l'inflation ; puis dans un deuxième temps, du fait de la spirale prix-salaires qui découle de cette inflation, le taux de chômage revient à son niveau structurel initial. Au total, la baisse du chômage, n'aura donc été que transitoire, tandis que ses conséquences inflationnistes seraient définitives. Selon cette théorie, les politiques actives de la demande d'inspiration keynésienne sont inadéquates pour combattre le chômage d'équilibre ; seules des réformes structurelles permettraient de diminuer ce niveau « naturel ».

Cette analyse a fait l'objet d'abondantes controverses quant à ses soubassements théoriques mais également sur sa validité empirique. Par ailleurs, certains éléments théoriques permettent d'entrevoir une baisse de ce chômage non inflationniste. Les théories de l'hystérèse montrent comment ce chômage a augmenté avec le taux de chômage observé, du fait de son impact sur le capital humain. A l'inverse, une baisse du taux de chômage devrait amener une baisse du taux de chômage d'équilibre. Avec l'expérience d'une longue période d'absence d'inflation et le renforcement de la crédibilité de la banque centrale européenne, les anticipations sur les prix se modifient,

permettant une baisse du chômage d'équilibre. Les baisses de taux d'intérêt passées permettent une augmentation progressive du taux d'investissement, ce qui limite les tensions potentielles sur l'appareil productif. Le NAIRU peut baisser graduellement en réaction aux politiques structurelles sur le marché du travail (réforme de l'indemnisation du chômage en 1993, abaissement de charges patronales, prime à l'emploi, PARE,...). Les politiques structurelles sur le marché des biens (politique de concurrence, dérégulation) et sur les marchés financiers (dérégulation) peuvent aussi diminuer le NAIRU.

8bis - Prix et productivité										
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	03-07
Prix à la consommation	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	1,9	2,5	1,1	1,8
Salaire horaire	4,6	3,4	2,7	3,6	3,7	3,8	3,8	3,1	2,9	3,7
Salaire horaire réel	3,2	1,8	1,1	1,9	1,9	1,9	1,9	0,6	1,8	1,9
Productivité pat tête, total	0,1	0,3	2,1	2,0	2,1	1,8	1,6	1,4	1,7	1,9
Coûts salariaux par unité produite	3,6	2,9	0,5	1,3	1,4	1,7	2,1	1,1	0,5	1,6

Sources : INSEE, calculs OFCE

En l'absence de baisse du taux de chômage d'équilibre et dans l'hypothèse où il n'y a pas de réponse de la banque centrale qui viserait à ralentir fortement l'évolution des prix, l'inflation augmenterait, entraînant une perte de compétitivité et amputerait alors la croissance. A terme, le taux de chômage reviendrait alors à son niveau d'équilibre, proche du scénario central.

IV. TENDANCES DES FINANCES PUBLIQUES

Les hypothèses de finances publiques sont alignées sur celles du gouvernement : l'année 2003 est calée sur le PLF et le PLFSS ; les dépenses 2004-2006 augmentent de 1,5 % par an en volume, conformément au programme pluriannuel de finances publiques (PPFP) fourni par le gouvernement au moment de la présentation du projet de loi de finance à l'horizon 2006. En 2007, on prolonge les évolutions pour ce qui est des dépenses discrétionnaires. Les prélèvements obligatoires diminuent conformément aux hypothèses du PPFP et au plan triennal de baisse des impôts.

A. LES RECETTES

Compte tenu des annonces du gouvernement, les recettes des principaux impôts évoluent comme décrit dans le tableau suivant.

9- Evolution des recettes des administrations publiques

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	03-07
TVA	7,3	7,3	7,3	7,3	7,3	7,3	7,4	7,5	7,7	7,3
Autres impôts indirects	8,4	8,4	8,5	8,5	8,5	8,6	8,6	8,3	8,8	8,5
Impôt sur le revenu des ménages (dont CSG)	8,5	8,3	8,3	8,2	8,1	8,0	8,1	5,3	7,1	8,1
Impôt sur les sociétés	3,0	2,6	2,6	2,8	2,8	2,7	2,6	1,8	2,3	2,7
Autres impôts sur le revenu et le patrimoine	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,3	1,3	1,0
Cotisations employeurs	11,4	11,5	11,4	11,3	11,2	11,1	11,1	11,7	11,4	11,2
Cotisations salariés	4,1	4,1	4,1	4,0	4,0	4,0	4,0	5,8	4,8	4,0
Cotisations non salariés	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,4	1,2	1,0
Impôts en capital	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total	45,0	44,5	44,3	44,2	44,15	44,04	39,9	43,1	44,7	44,1

Sources : INSEE, calculs OFCE

Il est à noter que le taux de prélèvement obligatoires baisse sous l'impact des allègements de charges sociales prévus dans le cadre de la loi Fillon.

Une stabilisation de ce taux de prélèvement obligatoires amputerait la croissance de 0,14 % par an en moyenne sur la période 2004-2007. Le déficit se réduirait davantage, atteignant 1,7 % en 2007 (cf. tableau en annexe 2).

Compte tenu des annonces du gouvernement, les recettes des principaux impôts

B. EVOLUTION DES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

L'hypothèse d'une croissance des dépenses publiques de 1,5 % par an en volume suppose une contrainte forte. Les marges de manœuvre sur les créations d'emplois, les augmentations de salaires, l'investissement sont faibles. L'objectif de 1,8 % par an de croissance en volume des dépenses de santé, très inférieur aux évolutions récentes doit aussi être respecté.

10 -Evolution des dépenses des administrations publiques (déflaté par les prix de consommation)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	03-07
<i>en points de PIB</i>										
Ensemble des dépenses	52,6	53,7	53,4	52,8	52,3	51,9	51,6	53,4	54,1	52,2
dont :										
masse salariale	13,5	13,8	13,5	13,3	13,2	13,0	12,9	13,2	13,7	13,2
consommations intermédiaires	5,2	5,2	5,2	5,2	5,1	5,1	5,1	5,8	5,6	5,1
Investissement	3,3	3,4	3,4	3,4	3,3	3,3	3,3	3,5	3,1	3,4
prestations sociales en espèces	17,8	18,3	18,3	18,0	17,8	17,7	17,6	17,9	18,4	17,9
intérêts versés	3,2	3,2	3,2	3,1	3,1	3,0	3,0	3,3	3,6	3,1
transferts versés	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,3	3,3	3,6	3,6	3,4
<i>taux de croissance en volume</i>										
Ensemble des dépenses	1,9	3,2	1,4	1,4	1,3	1,5	1,5	2,2	1,7	1,4
dont :										
masse salariale	1,8	2,9	0,9	1,0	1,2	1,2	1,2	2,5	2,3	1,1
Consommations intermédiaires	0,4	2,0	1,5	1,6	1,9	2,3	2,0	0,7	1,5	1,9
Investissement	6,0	2,0	2,8	1,8	1,9	2,0	2,3	-0,5	2,3	2,0
prestations sociales en espèces	2,0	3,5	2,6	1,2	1,0	1,7	1,5	2,5	1,9	1,3
intérêts versés	0,9	3,3	0,9	0,6	0,7	0,7	1,0	6,0	-0,5	0,7
Transferts versés	1,0	1,4	1,5	2,1	2,0	0,6	1,9	3,4	-0,2	1,6

Sources : INSEE, calculs OFCE

Annexe 1 : Compte à 3 %

A1.1. Evolution du PIB et de ses principales composantes 2001-2007

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	03-07
PIB en volume	1,8	0,9	1,8	3,0	3,0	3,0	3,0	1,0	2,8	3,0
Importations	0,8	0,2	5,3	5,6	5,8	5,8	5,0	3,2	8,2	5,5
Consommation des ménages	2,7	1,7	1,6	3,5	3,3	3,1	3,4	0,6	2,3	3,3
FBCF des SNF-EI	3,3	-0,7	0,4	4,4	5,1	4,8	4,3	-1,1	5,2	4,7
FBCF des ménages hors EI	-0,8	0,4	1,5	3,7	2,9	4,5	3,4	-2,0	3,2	3,6
Exportations	1,5	0,6	5,3	5,2	5,5	5,4	4,9	5,2	8,2	5,2
Variations de stocks (contr)	-1,0	-0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0

Sources : INSEE, calculs OFCE

A1.2 - Contributions à la croissance du PIB

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	03-07
Consommation des ménages	1,5	0,9	0,9	1,9	1,8	1,7	1,9	0,4	1,3	1,9
FBCF des ménages hors EI	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	-0,1	0,2	0,2
FBCF des SNF-EI	0,4	-0,1	0,1	0,5	0,6	0,6	0,5	-0,1	0,6	0,6
Dépenses des administrations	0,8	0,7	0,6	0,4	0,4	0,5	0,4	0,6	0,5	0,4
Variations de stocks (contr)	-1,0	-0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Demande intérieure	1,6	0,8	1,6	3,0	3,0	3,0	3,0	0,6	2,8	3,1
Solde extérieur	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	0,0

Sources : INSEE, calculs OFCE

A1.3 - Principales caractéristiques de l'évolution du compte des ménages

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	03-07
Evolution du pouvoir d'achat (en %)	3,5	2,6	1,3	2,8	2,6	3,0	3,0	1,3	2,1	2,8
Masse salariale	3,9	2,2	1,0	2,7	2,5	2,8	3,0	0,5	2,8	2,8
Prestations sociales	2,7	2,4	1,4	2,7	2,5	2,8	3,0	1,6	-3,1	2,8
Revenu disponible brut	3,5	2,6	1,3	2,8	2,6	3,0	3,0	1,3	2,1	2,8
Consommation des ménages (en %)	2,7	1,7	1,6	3,5	3,3	3,1	3,4	0,6	2,3	3,3
Taux d'épargne des ménages	16,1	16,9	16,6	16,0	15,4	15,4	15,0	14,7	15,6	15,7

Sources : INSEE, calculs OFCE

A1.4 - Principales caractéristiques du compte des entreprises

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	003-07
Taux de marge	39,0	38,2	38,9	39,0	39,2	39,0	38,8	40,5	40,2	39,0
Taux d'investissement	18,4	18,0	17,6	17,7	18,0	18,3	18,4	17,8	17,0	18,0
Taux d'autofinancement (hors stocks)	69,4	67,7	75,0	76,0	70,1	63,0	55,2	91,2	93,0	67,1
Investissement	3,3	-0,7	0,4	4,4	5,1	4,8	4,3	-1,1	5,2	4,7

Sources : INSEE, calculs OFCE

A1.5 - Principales caractéristiques de l'évolution des échanges extérieurs

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	003-07
Demande étrangère	0,5	0,3	5,2	4,2	3,7	3,7	3,4	5,3	8,0	3,8
Importations en volume	0,8	0,2	5,3	5,6	5,8	5,8	5,0	3,2	8,2	5,5
Exportations en volume	1,5	0,6	5,3	5,2	5,5	5,4	4,9	5,2	8,2	5,2
Contribution des échanges extérieurs	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	0,0
Taux de couverture en valeur	106,5	108,3	108,8	108,9	109,0	108,6	108,1	103,0	108,8	108,7
Solde des biens et services*	27,5	28,8	30,3	30,5	31,0	31,0	31,7	8,3	25,9	30,9
Capacité de financement de la Nation **	-1,3	-1,4	-1,7	-1,8	-1,9	-1,9	-1,8	0,4	-1,7	-1,8

*en milliards d'euros **en % du PIB

Sources : INSEE, calculs OFCE

A1.6 - Emploi et chômage

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	003-07
Emploi total	498	160	-19	272	244	262	250	-56	296	257
Population active totale	315	259	50	112	101	99	63	82	220	94
Nombre de chômeurs	-183	99	69	-160	-142	-163	-188	138	-76	-163
Taux de chômage (au sens du BIT)	8,8	9,1	9,3	8,7	8,1	7,5	6,8	10,6	11,3	8,1

Sources : INSEE, calculs OFCE

A1.7 - Prix et productivité

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	003-07
Prix à la consommation	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	1,9	2,5	1,1	1,8
Salaire horaire	4,6	3,4	2,7	3,6	3,7	3,8	3,8	3,1	2,9	3,7
Salaire horaire réel	3,2	1,8	1,1	1,9	1,9	1,9	1,9	0,6	1,8	1,9
Productivité pat tête, total	0,1	0,3	2,1	2,0	2,1	1,8	1,6	1,4	1,7	1,9
Coûts salariaux par unité produite	3,6	2,9	0,5	1,3	1,4	1,7	2,1	1,1	0,5	1,6

Sources : INSEE, calculs OFCE

A1.8 - Evolution des recettes des administrations publiques

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	03-07
TVA	7,3	7,3	7,3	7,3	7,4	7,4	7,4	7,5	7,7	7,4
Autres impôts indirects	8,4	8,4	8,5	8,5	8,5	8,6	8,6	8,3	8,8	8,6
Impôt sur le revenu des ménages (dont CSG)	8,5	8,3	8,3	8,1	8,0	8,0	8,0	5,3	7,1	8,1
Impôt sur les sociétés	3,0	2,6	2,6	2,7	2,8	2,7	2,6	1,8	2,3	2,7
Autres impôts sur le revenu et le patrimoine	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,3	1,3	1,0
Cotisations employeurs	11,4	11,5	11,4	11,3	11,2	11,2	11,1	11,7	11,4	11,2
Cotisations salariés	4,1	4,1	4,1	4,0	4,0	4,0	4,0	5,8	4,8	4,0
Cotisations non salariés	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,4	1,2	1,0
Impôts en capital	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total	45,4	44,9	44,7	44,6	44,5	44,4	44,3	43,5	45,1	44,5

Sources : INSEE, calculs OFCE

A1.9 - Taux de croissance en volume des consommations intermédiaires des administrations publiques

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	03-07
Investissement	6,1	2,0	3,4	2,1	1,6	1,6	1,5	1,0	2,7	1,7
Consommations intermédiaires	1,1	3,6	3,6	2,4	1,6	1,6	1,6	2,5	1,6	1,8

Sources : INSEE, calculs OFCE

A1. 11 - Evolution des dépenses des administrations publiques (déflaté par les prix de consommation)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	03-07
<i>en points de PIB</i>										
Ensemble des dépenses	52,6	53,3	53,2	52,2	51,2	50,4	49,5	53,4	54,1	51,2
dont :										
masse salariale	13,5	13,7	13,5	13,2	13,0	12,8	12,6	13,2	13,7	13,0
consommations intermédiaires	5,2	5,2	5,2	5,1	5,0	5,0	4,9	5,8	5,6	5,0
Investissement	3,3	3,4	3,4	3,3	3,3	3,2	3,2	3,5	3,1	3,3
consommations individualisables	14,2	14,5	14,6	14,5	14,3	14,2	14,0	13,6	14,1	14,3
prestations sociales en espèces	17,8	18,2	18,3	17,9	17,4	17,1	16,7	17,9	18,4	17,4
intérêts versés	3,2	3,2	3,2	3,1	3,0	2,9	2,8	3,3	3,6	3,0
transferts versés	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,3	3,3	3,6	3,6	3,4
autres dépenses publiques	1,8	1,8	1,8	1,8	1,7	1,7	1,7	2,1	2,0	1,7
<i>taux de croissance en volume</i>										
Ensemble des dépenses	1,9	2,6	1,9	1,2	1,0	1,2	1,2	2,2	1,7	1,2
dont :										
masse salariale	1,8	2,6	0,9	1,0	1,2	1,1	1,3	2,5	2,3	1,1
Consommations intermédiaires	0,4	1,7	1,5	1,3	1,7	1,9	1,8	0,7	1,5	1,7
Investissement	6,0	1,7	2,8	1,6	1,7	1,6	2,2	-0,5	2,3	1,8
Consommations individualisables	3,2	3,6	2,9	2,2	1,8	1,8	1,9	2,6	2,5	1,9
Prestations sociales en espèces	2,0	3,2	2,6	0,8	0,2	1,2	0,7	2,5	1,9	0,8
intérêts versés	0,9	3,0	0,9	0,6	0,5	-0,8	-0,7	6,0	-0,5	-0,1
Transferts versés	1,0	1,1	1,5	2,7	2,7	1,3	2,6	3,4	-0,2	2,3
autres dépenses publiques	-2,0	-1,2	2,2	2,7	1,0	0,8	1,3	-1,2	0,4	1,5

Sources : INSEE, calculs OFCE

A1. 12 - Evolution du pouvoir d'achat des prestations sociales (aux prix de 1995)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	90-95	95-00	003-07
Retraites	2,9	3,3	2,6	1,4	1,7	2,2	2,2	2,9	2,3	1,9
Maladie	3,8	4,5	4,4	2,7	2,4	2,4	2,4	1,9	2,1	2,5
Chômage	-3,0	1,1	3,2	-2,7	-10,3	-3,9	-11,2	0,4	-0,2	-7,1
Famille	1,1	2,4	1,9	0,4	-0,4	-0,4	-0,4	3,5	1,9	-0,2
Total des prestations	2,5	3,4	3,1	1,4	1,0	1,6	1,3	2,5	2,0	1,3

Sources : INSEE, calculs OFCE

Annexe 2 : Variante finance publique

Impact d'une stabilisation du taux de PO à partir de 2004

En écart au compte central	2004	2005	2006	2007	103-107
PIB en volume	0,0	-0,1	-0,2	-0,2	-0,1
Consommation des ménages	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
FBCF des ménages hors EI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
FBCF des SNF-EI	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
Dépenses des administrations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Variations de stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Demande intérieure	0,0	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2
Solde extérieur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible brut	-0,1	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2
Taux d'épargne des ménages	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,1
Prix à la consommation	0,1	0,2	0,2	0,4	0,2
Salaire horaire	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1
Taux de marge	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1
Taux d'investissement	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0
Importations en volume	0,0	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
Exportations en volume	0,0	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1
Evolution moyenne (en milliers)					
Emploi total	-2,3	-14,6	-27,3	-34,8	-19,8
Taux de chômage (au sens du BIT)	0,0	0,1	0,1	0,3	0,1
Evolution des recettes des administrations					
TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts indirects	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0
Impôt sur le revenu des ménages (dont CSG)	0,1	0,2	0,2	0,3	0,1
Impôt sur les sociétés	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Cotisations employeurs	0,0	0,1	0,2	0,2	0,1
Cotisations salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	0,1	0,2	0,4	0,4	0,2
Capacité de financement	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1

Sources : Calculs OFCE

Dupont, Gaël
Plane, Mathieu
Heyer, Eric